

Questions orales

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, le député ne compte peut-être suffisamment d'années d'expérience pour comprendre comment le budget des dépenses est préparé.

M. Allmand: Sept ans.

Mlle MacDonald: Il dit qu'il est ici depuis sept ans. Et il ne comprend toujours pas.

Des voix: Bravo!

Mlle MacDonald: Le député n'ignore pas que ce budget des dépenses était sous presse avant que nous n'annoncions l'affectation de 205 millions au programme Défi 85. Cela ne figure pas dans les prévisions budgétaires pas plus que les 695 millions que le premier ministre a annoncés à Regina. S'il additionne le tout, le député constatera que ces chiffres sont nettement supérieurs à tous ceux de l'année précédente.

Des voix: Bravo!

LA SOMME AFFECTÉE AU FINANCEMENT

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce-Lachine-Est): Monsieur le Président, j'ai préparé des prévisions budgétaires pendant sept ans et je doute qu'elle tienne aussi longtemps.

Des voix: Bravo!

M. Allmand: La ministre a fait allusion à la déclaration faite à Regina le 14 février. Ce petit Livre vert est un autre bel exemple de propagande. A l'entendre, 695 millions viendront s'ajouter au 1.2 milliard déjà affecté à la formation et à l'emploi. Elle a dit aujourd'hui que ces 695 millions ne figureraient pas dans le budget des dépenses déposé hier. Cherche-t-elle encore à nous monter un bateau? Comme je l'ai souligné, la ministre a déjà amputé les programmes d'emploi de 796 millions. Va-t-elle remettre 695 millions sous des titres de programmes différents pour berner les Canadiens?

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, le gouvernement et moi-même voulons fournir des emplois aux citoyens. Nous n'allons pas nous mettre à jongler avec les chiffres. Ce n'est pas ce que veulent les Canadiens. Ils veulent le genre de mesures qui ont été prises à Regina. Ces initiatives ont été approuvées par tous les premiers ministres provinciaux ainsi que les syndicats, le patronat et les groupes de jeunes de tout le pays. Le député devrait se mettre au diapason de la population.

Des voix: Bravo!

● (1425)

LES FINANCES

LES INTÉRÊTS SUR LA DETTE PUBLIQUE

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au président du Conseil du Trésor. Les Canadiens cherchent également à échapper aux taux d'intérêt élevés qui sévissent en ce moment.

Je veux savoir si les prévisions de dépenses qui ont été déposées hier nous donnent une vue exacte des dépenses gouvernementales. L'élément le plus marquant de ces prévisions, c'est l'augmentation de cinq milliards de dollars des intérêts sur la dette publique, comme le ministre ne l'ignore pas. Ses services nous ont dit que le taux moyen de l'intérêt de la dette va se situer à 10.6 p. 100. Comme pas une seule des émissions d'obligations de l'État ne pourrait être placée à moins de 12 p. 100 sur le marché aujourd'hui, combien va coûter aux Canadiens en 1985-1986 cette augmentation des taux d'intérêt qui va se produire ce printemps?

L'hon. Robert de Cotret (président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à remercier le député d'appuyer l'effort que nous faisons pour réduire ce déficit qui nous cause évidemment de grandes difficultés. Pour ce qui est des prévisions budgétaires, le chiffre de 10.6 pour cent est celui que nous avons pris en compte dans le calcul des charges du service de la dette publique. C'est la moyenne estimative, établie au mieux, des taux d'intérêt que nous allons payer sur l'encours de la dette publique pendant l'année financière qui vient, 13.0 c'est le chiffre auquel nous nous en tenons pour l'instant.

LES TAUX D'INTÉRÊT AMÉRICAINS

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, le ministre nous dit que c'est le chiffre auquel il s'en tient pour l'instant. Donc il ne s'interdit pas de raviser dans le courant de l'année. Cela me rappelle exactement les libéraux quand ils étaient au pouvoir.

Étant donné les avertissements qui nous sont venus aujourd'hui...

[Français]

En vue des avertissements qui viennent d'être énoncés par le président de la Federal Reserve Bank aux États-Unis, M. Volcker, qui concernaient la possibilité d'une augmentation du niveau des taux d'intérêt aux États-Unis, est-ce que le ministre peut assurer la Chambre que les Canadiens ne seront pas obligés de payer encore une fois pour l'augmentation du prix de l'intérêt dans les dépenses du gouvernement fédéral ou, dans la négative, est-ce qu'il peut assurer qu'aucune coupure additionnelle ne sera imposée pour payer ces augmentations du taux d'intérêt?

L'hon. Robert de Cotret (président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, quand on établit un taux d'intérêt sur les charges qu'on doit payer pour maintenir la dette publique, c'est non seulement sur la base de nos propres prévisions internes qu'on le fait, mais aussi sur la base des prévisions de plusieurs agences indépendantes. Pour le moment on me dit que le *Conference Board*, entre autres, prévoit une diminution des taux d'intérêt au cours de l'année, une diminution que l'on va applaudir sans doute et que mon honorable collègue va applaudir avec moi. De plus, notre prévision de 10.6 nous semble être une prévision tout à fait objective et tout à fait logique pour les fins du document que j'ai présenté hier.